

L'assemblée Nationale adopte la Politique d'attention prioritaire aux enfants, aux adolescents et aux jeunes. (Photos)



La Havane, 20 juillet (RHC) Les députés de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (Parlement) de Cuba ont approuvé aujourd'hui, dans cette capitale, la Politique de d'Attention Prioritaire Intégrale aux Enfants, aux Adolescents et aux Jeunes, dans le cadre de l'ordre du jour de la Première Session Ordinaire de la Dixième Législature.

En présence du général d'armée Raúl Castro Ruz, leader de la Révolution, et de Miguel Díaz-Canel Bermúdez, premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba et président de la République, plusieurs interventions ont été faites pour soutenir et enrichir le texte.

Même Esteban Lazo, membre du Bureau politique et Président du Parlement, a averti que le nombre de jeunes qui n'étudient pas et ne travaillent pas augmente dans les communautés, alors qu'il y a quelques années, c'était une bataille gagnée par les organisations dans les quartiers.



Jorge Luis Perdomo Di-Lella, vice-premier ministre, a déclaré que l'initiative était multisectorielle et renforçait les conditions d'inclusion afin que les nouvelles générations puissent jouir de tous les droits et avantages sociaux, culturels, économiques et politiques.

Il a assuré que la proposition offre un plus grand nombre d'opportunités aux enfants, jeunes et adolescents cubains sans protection sociale, afin qu'ils puissent mettre en œuvre leurs projets de vie et être heureux avec un plein développement spirituel et matériel pour contribuer, de cette manière, à la continuité et à l'avenir de la Révolution.

Au Palais des Congrès de La Havane, Perdomo Di-Lella a ajouté qu'il s'agit d'une proposition qui continue d'être enrichie et dont les stratégies seront mises en œuvre dans la mesure où la situation du pays le permet.

Le vice-premier ministre a souligné que le plan d'action de la politique, qui a été soumis jeudi à l'examen du Parlement, exige un suivi permanent et une évaluation systématique des objectifs pour sa coordination et son contrôle.

0720-politique copie.jpg

Il a souligné que pour y parvenir, il sera nécessaire de concevoir un mécanisme interinstitutionnel impliquant les gouvernements territoriaux, les organisations politiques et sociales, les institutions académiques, les entreprises et la société en général.

Selon le vice-premier ministre, la politique conçoit les enfants, les adolescents et les jeunes comme des sujets de droits, dont la garantie doit se matérialiser au niveau collectif et individuel, avec une participation significative en fonction de leurs capacités et du moment du cycle de vie, et avec l'exercice de la citoyenneté en tant qu'agents de transformation sociale et culturelle.

Perdomo Di-Lella a souligné que la politique avait été élaborée avec la participation active de la société civile cubaine, en particulier des organisations d'étudiants et de jeunes, et qu'elle reconnaissait les points forts et mettait en évidence les domaines qui nécessitent un plus grand soutien et un travail conjoint de tous les secteurs qui contribuent à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens.

Le texte, qui s'étendra jusqu'en 2030, accordera une attention prioritaire à ces groupes d'âge résidant dans les zones rurales et les communautés vulnérables, en tenant compte de la politique de dynamique démographique et du plan national de développement économique et social.

Il est également lié aux macro-programmes du gouvernement, dont la promotion de la femme, la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et les accords du 10e Congrès de la Fédération des étudiants universitaires, le Conseil national de la Fédération des étudiants de l'enseignement secondaire, dont l'essence est profondément la justice humaine et sociale, a-t-il souligné.

Selon Perdomo Di-Lella, avec l'approbation de cette loi, la base sera prête pour la rédaction du projet de loi qui remplacera l'actuel Code de l'enfance et de la jeunesse de 1978, qui sera présenté au Parlement l'année prochaine.

La politique aura une portée jusqu'en 2030 et les actions seront organisées en deux périodes de mise en œuvre, à la fin desquelles les résultats devraient être évalués.

Au nom de la Commission pour la jeunesse, l'enfance et l'égalité des droits des femmes, Arelys Santana Bello, sa présidente, a proposé au Parlement que les institutions impliquées dans sa mise en œuvre conçoivent un système de formation pour préparer le personnel à son contenu et à ses responsabilités, ainsi qu'un système d'évaluation continue de son impact.

En outre, elle a exhorté les institutions concernées à développer une stratégie de communication sociale coordonnée afin de s'assurer que la population reconnaisse le contenu de cette politique.

Mariela Castro Espín, députée de la municipalité havanaise de la Plaza de la Revolución, a déclaré que la politique renforçait également le droit à l'autonomie progressive reflété dans le code de la famille et ouvrait la voie à la mise en œuvre d'autres programmes et politiques afin de garantir une attention différenciée aux nouvelles générations. (Source ACN)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/329016-las-semblee-nationale-adopte-la-politique-dattention-prioritaire-aux-enfants-aux-adolescents-et-aux-jeunes-photos>



Radio Habana Cuba